Élections professionnelles 2026

Engagé·es au quotidien pour les collègues

Élection à la commission administrative paritaire académique SAENES et TEN de Poitiers

Liste présentée par le SNASUB-FSU et la CGT

2 titulaires et 2 suppléant·es - 3 femmes et 1 homme

1 – Mme GINDRAUD Aurélie
Secrétaire administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
Lycée Bernard Palissy
Saintes (17)

2 – M. FIESS Cyril
Secrétaire administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
Collège Marc Jeanjean
Matha (17)

3 – Mme CARPENTIER Julie
Secrétaire administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
Université de Poitiers
Poitiers (86)

4 – Mme JACQUES Valérie
Secrétaire administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
Collège Claude Boucher
Cognac (16)

élections professionnelles

CAPA SAENES

SNASUB-FSU
Syndicat National de l'Administration Scolaire Universitaire et des Bibliothèques

la cgt

VOTEZ FSU - CGT du 3 au 10 décembre 2026

c'est choisir l'unité pour défendre les personnels et un service public d'Éducation, d'Enseignement supérieur et de Recherche gratuit, laïque et émancipateur.

Avec vous, la FSU et la CGT, unies, engagées et combatives pour défendre les droits, les carrières et le service public. Les CAPA sont des instances disciplinaires et de recours. Nos élu-es formé-es accompagneront les personnels dans leurs situations individuelles, leurs recours et la défense de leurs garanties statutaires.

UNIES

- L'unité syndicale, c'est plus d'efficacité dans les instances, plus de présence sur le terrain dans les établissements et les services, et plus de force pour défendre le service public d'Éducation, d'Enseignement supérieur et de Recherche.
- La FSU et la CGT Éduc'action s'engagent à construire leurs propositions avec les collègues, à informer régulièrement sur le travail des élu·es et mandaté·es, à faire appliquer les droits existants et à gagner de nouveaux droits.

ENGAGÉES

- Défendre les droits et les intérêts des agent·es et accompagner les situations individuelles dans le respect des garanties statutaires.
- Améliorer les carrières et lutter contre l'individualisation des rémunérations et des parcours ; rendre les possibilités supplémentaires d'avancement accessibles à toutes et tous, à statut égal.
- Permettre aux personnels de bénéficier des mêmes opportunités d'avancement quel que soit leur lieu de travail.
- Revendiquer un alignement de l'indemnitaire dans l'Éducation nationale et l'enseignement supérieur sur les autres ministères de la Fonction publique d'État.
- Rétablir des règles transparentes de mobilité, avec une organisation privilégiant le tableau annuel de mutation, des critères objectifs et la publication des postes vacants.
- Créer suffisamment de postes de titulaires pour répondre aux besoins des usager·ères et améliorer les conditions d'entrée dans le métier.
- Augmenter les ratios de promotions de grade, très significativement permettant un avancement de grade beaucoup plus rapide, pour prendre en compte notamment l'expérience professionnelle et l'acquisition des qualifications mises en œuvre au quotidien. La fusion des trois grades du corps en un grade unique avec des échelons revalorisés permettrait aussi une progression de carrière fluide, sans les barrages que peuvent constituer actuellement les avancements de grade.
- Reconstruire les grilles de rémunération en catégorie B, notamment les premiers échelons. Une politique maintenue et renforcée de requalification des emplois de B en A et la promotion concomitante dans le corps des Attaché·es d'administration de l'Etat de tous les personnels qui exercent des fonctions relevant ou pouvant relever de la catégorie A, sans changement d'affectation si les personnels le souhaitent.
- Intégrer les primes dans le traitement indiciaire afin que l'ensemble de la rémunération soit pris en compte dans le calcul de la pension de retraite.

COMBATIVES et sans complaisance

- Contre l'arbitraire des évaluations, en accompagnant les collègues et en défendant leurs recours.
- Contre les inégalités femmes-hommes qui perdurent.
- Contre les injonctions managériales qui mettent à mal les personnels dans l'exercice de leurs missions.
- Pour le respect du statut de fonctionnaire et de l'expertise professionnelle, face au développement de la contractualisation et de la précarisation.
- Pour une mobilité qui réponde aux besoins des personnels et du service public, en limitant le recours à des dispositifs qui contournent les règles collectives.
- Pour des déroulements de carrière transparents, des possibilités de promotion renforcées et une réelle reconnaissance des responsabilités exercées.

